

"L'appareil de gouvernement".

Le problème politique de "l'appareil de gouvernement" est le plus important de ceux qui se posent aux sociétés humaine.

Souvent, le conflit qui surgit au sein d'une famille se ramène à ce problème. Ce problème est devenu très grave depuis l'apparition des sociétés modernes. Actuellement, les peuples affrontent ce problème persistant, et les sociétés supportent nombre de risques et de conséquences extrêmes qui en résultent. Elle n'ont pas encore réussi à lui trouver une solution définitive et démocratique. Ce Livre vert présente la solution théorique définitive au problème de "l'appareil de gouvernement".

De nos jours, l'ensemble des régimes politiques est le résultat de la lutte que se livrent les appareils pour parvenir au pouvoir: que cette lutte soit pacifique ou armée, comme la lutte des classes, des sectes, des tribus, des partis ou des individus, elle se solde toujours par le succès d'un appareil, individu, groupe, parti ou classe et par la défaite du peuple, donc de la démocratie véritable.

La lutte politique qui aboutit à la victoire d'un candidat, avec, par exemple 51% de l'ensemble des voix des électeurs, conduit à un système dictatorial, mais sous un déguisement démocratique. En effet, 49% des électeurs sont gouvernés par un système qu'ils n'ont pas choisi, et qui, au contraire, leur a été imposé. Et cela c'est la dictature.

Cette lutte politique peut aussi aboutir à la victoire d'un appareil ne représentant que la minorité, notamment lorsque les voix des électeurs se répartissent sur un ensemble de candidats dont l'un obtient plus de voix que chacun des autres considéré à part. Mais si l'on additionnait les voix obtenues par les "battus", cela donnerait une large majorité. Malgré cela, c'est celui qui a le moins de voix qui est proclamé vainqueur, et son succès est considéré comme égal et démocratique ! Mais en réalité il s'instaure une dictature sous des apparences démocratiques.

Voilà la vérité sur les régimes politiques qui dominent le monde actuel. Leur falsification de la vraie démocratie apparaît clairement: ce sont des régimes dictatoriaux.

Les assemblées parlementaires.

Les assemblées parlementaires sont l'épine dorsale de la démocratie telle qu'elle existe actuellement.

L'assemblée parlementaire est un représentation trompeuse du peuple, et les régimes parlementaires constituent une solution tronquée au problème de la démocratie; l'assemblée parlementaire se présente fondamentalement comme représentante du peuple, mais ce fondement est, en soi, non démocratique, parce que la démocratie signifie le pouvoir du peuple et non le pouvoir d'un substitut... Le fait même de l'existence d'une assemblée parlementaire signifie l'absence du peuple. Or la démocratie véritable ne peut s'établir que par la participation du peuple lui-même et non au travers de l'activité de ses substituts. Les assemblées parlementaires, en excluant les masses de l'exercice du pouvoir et en usurpant la souveraineté populaire à leur profit, sont devenues un écran légal entre le peuple et le pouvoir. Il ne reste au peuple que cette apparence de démocratie qu'illustrent les longues files d'électeurs venant déposer dans l'urne, leur bulletin de vote.

Afin de mettre à nu la réalité de l'assemblée parlementaire, il nous faut rechercher d'où elle vient: elle est soit élue dans des circonscriptions électorales, soit constituée, dans un parti, une coalition de partis, par désignation. Mais aucun de ces moyens n'est démocratique, car la répartition des habitants en circonscriptions électorales signifie qu'un seul député représente, selon l'importance de la population, des milliers, des centaines de milliers, ou des millions de citoyens. Cela signifie aussi que le député n'est pas attaché par un lien organique populaire avec les électeurs, puisqu'il est considéré, selon la thèse de la démocratie classique, comme le représentant de tout le peuple au même titre que les autres députés. Dès lors, les masses se séparent définitivement du député, et le député se sépare définitivement des masses. Car dès qu'il est élu, il usurpe leur souveraineté et agit à leur place... La démocratie classique, actuellement dominante dans le monde, revêt les membres des assemblées parlementaires d'une respectabilité et d'une immunité qu'elle dénie au simple citoyen.

Cela signifie que les assemblées parlementaires sont devenues un moyen d'usurper et de monopoliser le pouvoir du peuple; c'est pourquoi il est aujourd'hui du droit des peuples de lutter à travers la révolution populaire, en vue d'éliminer ces instruments de la monopolisation de la démocratie et de la souveraineté, que sont les assemblées parlementaires, qui usurpent la volonté des masses. Il est du droit des peuples de proclamer un nouveau principe: "*Pas de substitut au pouvoir du peuple.*"

Lorsque l'assemblée parlementaire est formée à la suite du succès d'un parti aux élections, elle est l'assemblée du parti, et non l'assemblée du peuple, elle représente un parti et non le peuple; et le pouvoir exécutif détenu par l'assemblée parlementaire est le pouvoir du parti vainqueur, et non le pouvoir du peuple. Il en est de même de l'assemblée parlementaire au sein de laquelle chaque parti dispose d'un certain nombre de sièges; les titulaires de ces sièges sont les représentants de leur parti et non ceux du peuple, et le pouvoir émanant d'une telle coalition est celui des partis coalisés et non le pouvoir du peuple. Dans de tels régimes le peuple est la proie pour laquelle on se bat. Il est alors abusé et exploité par ces appareils politiques qui se combattent pour parvenir au pouvoir, pour arracher des voix au peuple tandis que celui-ci s'aligne en files silencieuses, qui se déroulent comme un chapelet, afin de déposer des bulletins dans les urnes de même qu'il jetterait des papiers dans une poubelle... C'est cela la démocratie classique qui domine le monde entier, qu'il s'agisse de régimes à parti unique, de régimes bipartites ou multipartites, ou même sans parti; ainsi il apparaît clairement que "*la représentation est une imposture*".

Quant aux assemblées qui se forment par la désignation ou la succession, elles n'ont aucun aspect démocratique.

Etant donné que le système des élections des assemblées parlementaires repose sur la propagande pour attirer les voix, c'est donc un système démagogique au vrai sens du mot. Il est possible d'acheter et de manipuler les voix alors que les plus pauvres ne peuvent être au coeur des luttes électorales: ce sont toujours et seulement les riches qui gagnent les élections !

Ce sont les philosophes, les penseurs et les écrivains qui se sont fait les avocats de la théorie de la représentation parlementaire, au temps où les peuples étaient ignorants et menés comme des troupeaux par les rois, les sultans et les conquérants... L'aspiration ultime des peuples était alors d'avoir un mandant pour les représenter auprès des gouvernants. Mais cette aspiration même était rejetée. C'est pour réaliser cette ambition que les peuples ont péniblement et longuement combattu. Il n'est donc pas raisonnable que maintenant, après la victoire de l'ère des républiques et le commencement de l'ère des masses, la démocratie soit seulement l'apanage d'un petit groupe de députés devant agir au nom des masses. C'est une théorie surannée et une méthode dépassée. Le pouvoir doit être entièrement celui du peuple.

Les plus tyranniques dictatures que le peuple ait connues se sont établies à l'ombre des assemblées parlementaires.

Le parti

Le parti est la dictature contemporaine... il est "l'appareil de gouvernement" de la dictature d'une fraction sur l'ensemble. Il est de nos jours le dernier en date des appareils dictatoriaux. Et comme le parti n'est pas un individu, il reflète une démocratie apparente en forgeant des assemblées ou des commissions, sans compter la propagande à laquelle se livrent ses membres. Le parti n'est nullement un appareil démocratique, parce qu'il se compose des gens qui ont le même intérêts... ou les mêmes vues... ou la même culture... ou font partie d'une même région... ou ont la même idéologie... et qui se regroupent en un parti pour assurer leurs intérêts ou imposer leurs vues, ou étendre le pouvoir de leur doctrine à la société toute entière. L'objectif d'un parti est de parvenir au pouvoir au nom de l'exécution de son propre programme. Il n'est pas démocratiquement admissible qu'un parti gouverne le peuple tout entier car celui-ci est constitué d'intérêts, d'opinions, de tempéraments, d'idéologies ou d'origines différents.

Le parti est un appareil de gouvernement dictatorial permettant à ceux qui ont les mêmes conceptions ou les mêmes intérêts de gouverner le peuple comme un tout... Or par rapport au peuple, le parti est une minorité. Former un parti c'est mettre en place l'instrument qui permettra de gouverner le peuple... c'est-à-dire de gouverner ceux qui sont en dehors du parti, car le parti se fonde essentiellement sur une théorie autoritaire et arbitraire, à savoir le despotisme de ses membres sur les autres éléments du peuple...

Le parti avance que son arrivée au pouvoir est le moyen de réaliser ses objectifs, et que ses objectifs sont ceux du peuple. Telle est la théorie qui justifie la dictature du parti et qui sert de base à toute dictature. Quel que soit le nombre de partis, cette théorie est toujours la même. Mieux l'existence de plusieurs partis exacerbe la lutte pour le pouvoir... qui aboutit à l'anéantissement de tout acquis du peuple, et sabote tout plan de développement de la société. C'est cette destruction qui justifie la tentative du parti rival de prendre la place du parti au pouvoir. La lutte des partis, si elle ne se solde pas par la lutte armée - qui est rare - prend la forme de la critique et du dénigrement mutuels. C'est un combat qui se déroule nécessairement au préjudice des intérêts vitaux et suprêmes de la société, dont certains membres sinon tous font inévitablement les frais de la lutte des appareils pour parvenir au pouvoir. Car c'est dans l'effondrement même de ces intérêts que le parti (ou les partis) d'opposition trouve la preuve de la justice de son argumentation contre le (ou les) parti au pouvoir.

Le parti d'opposition, en tant qu'"appareil de gouvernement" désirent parvenir au pouvoir, doit nécessairement abattre l'appareil en place, et pour ce faire il lui faut en saper les réalisations et en dénigrer les projets, même si ceux-ci sont profitables à la société.

Et c'est ainsi que les intérêts de la société, et ses projets deviennent les victimes de la lutte des partis pour le pouvoir. Certes le conflit né de la multiplicité des partis suscite une activité politique intense mais il n'en demeure pas moins que ce conflit est d'une part destructeur politiquement, socialement et économiquement et d'autre part, se solde toujours par la victoire

d'un appareil semblable au précédent, c'est-à-dire par la chute d'un parti et la victoire d'un autre. Mais c'est toujours la défaite du peuple... donc la défaite de la démocratie.

En outre, les partis peuvent être achetés ou corrompus, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur.

A l'origine le parti s'érige en représentant du peuple, puis la direction du parti devient la représentante des membres du parti, puis le président du parti devient le représentant de la direction. Ainsi le jeu des partis se révèle comme un jeu comique et trompeur, basé sur la caricature d'une démocratie au contenu égoïste, et fondée sur le jeu des manoeuvres politiques.

Le système de partis est donc bien l'appareil de la dictature moderne. C'est une dictature sans masque, que le monde n'a pas encore dépassé, c'est réellement la dictature de l'époque contemporaine.

Le Parlement du parti victorieux est le parlement de ce parti; le pouvoir exécutif mis en place par le Parlement est le pouvoir du parti sur le peuple; le pouvoir du parti qui est censé être au service de tout le peuple est en réalité l'ennemi juré d'une fraction du peuple, celle constituée par le ou les partis d'opposition et leurs partisans. L'opposition n'est donc pas le censeur populaire du parti au pouvoir; elle guette plutôt son heure pour accéder elle-même au pouvoir. Selon la thèse de la démocratie classique, le censeur légitime du parti au pouvoir est le parlement, dont la majorité des membres appartiennent à ce parti; c'est-à-dire que la censure est entre les mains du parti gouvernant, et que le pouvoir émane du parti censeur; ainsi apparaissent clairement l'imposture, la falsification et la fausseté des théories politiques dominant le monde, et dont est issue la démocratie classique dans sa forme actuelle.

"Le parti ne représente qu'une faction du peuple, alors que la souveraineté populaire est indivisible."

"Le parti gouverne à la place du peuple, alors qu'il ne doit pas y avoir de substitut au pouvoir du peuple..."

Le parti est la tribu des temps modernes... c'est la secte. La société gouvernée par un parti unique est en tout point semblable à celle gouvernée par une seule tribu ou une seule secte; car le parti, comme cela a déjà été souligné, est l'expression des conceptions, des intérêts, des idéologies, des origines, d'un seul groupe de la société.

Le parti est en fin de compte une minorité, par rapport au peuple tout entier, tout comme la tribu ou la secte... Cette minorité a les mêmes intérêts ou la même idéologie. De ces intérêts ou de cette idéologie découle la même conception. Il n'y a pas de différence entre un parti et une tribu sinon le lien de sang, qui a d'ailleurs peut-être existé à la naissance du parti.

La lutte des partis pour le pouvoir ne diffère en rien de la lutte des tribus et des sectes pour le pouvoir. Si le système tribal ou sectaire est politiquement rejeté et honni, il doit en être de même pour le système des partis, car tous deux procèdent de la même démarche et conduisent au même résultat. Pour la société, la lutte des partis a un effet aussi néfaste et destructeur que la lutte tribale ou sectaire.

La classe.

Le système politique de classe est identique à celui des partis, des tribus ou des sectes.

Qu'une société politique soit dominée par une classe, un parti, une tribu ou une secte, c'est finalement la même chose.

La classe, comme le parti, la tribu ou la secte est un groupe de personnes qui partagent les mêmes intérêts. Ces intérêts communs naissent de l'existence d'un groupe de gens qu'unissent des liens de sang, d'idéologie, de culture, de lieu ou de niveau de vie. La classe, le parti, la tribu et la secte naissent de causes identiques qui conduisent au même résultat, c'est-à-dire que des liens de sang, de croyance, d'idéologie, de niveau de vie, de culture ou de lieu, découlent une même conception pour parvenir à un même but. La forme sociale du groupe se manifeste donc sous l'aspect d'une classe, d'un parti, d'une tribu ou d'une secte, qui mettra en place un appareil dont la démarche politique sera de réaliser les vues et les intérêts du groupe. Dans tous les cas, le peuple n'est ni la classe, ni le parti, ni la secte...Chacun d'eux n'est qu'une fraction du peuple et n'en représente qu'une minorité. Lorsqu'une classe, un parti ou une secte domine la société on se trouve en face d'un régime dictatorial. Malgré tout, la coalition de classes ou de tribus reste préférable à la coalition de partis, car à l'origine le peuple est essentiellement constitué d'un ensemble de tribus. Il est rare de trouver en effet quelqu'un n'appartenant pas à une tribu, et tout le monde fait partie d'une classe définie. Mais aucun parti (ou coalition de partis) ne peut regrouper tout un peuple et c'est pourquoi il n'est qu'une minorité face aux larges masses qui n'y adhèrent pas.

Conformément à la véritable démocratie, il est injustifiable qu'une classe, un parti, une tribu ou une secte écrase, pour ses intérêts propres, tous les autres.

Admettre une telle domination signifie rejeter la logique de la démocratie et s'en tenir à la logique de la force. C'est un acte de dictature contraire aux intérêts de toute la société qui n'est constituée ni d'une seule classe, ni même des adhérents d'un seul parti. Une telle attitude ne peut trouver aucune justification. La dictature s'explique en reconnaissant que la société est bien constituée de plusieurs éléments, mais que l'un d'entre eux doit éliminer les autres afin de rester seul au pouvoir. Une telle action n'est donc pas de l'intérêt de l'ensemble de la société, mais uniquement de l'intérêt d'une seule classe, d'une seule tribu, d'une seule secte, ou d'un seul parti, c'est-à-dire de l'intérêt de ceux qui prennent le pouvoir car cette mesure discriminatoire est essentiellement dirigée contre les membres de la société qui n'appartiennent pas au parti, à la classe, à la tribu ou à la secte qui entreprend cette élimination.

Une société déchirée par la lutte des partis est en tout point semblable à celle qui est déchirée par la lutte tribale ou sectaire.

Le parti constitué au nom d'une classe se transforme automatiquement en substitut de cette classe, transformation spontanée, qui se poursuit jusqu'à ce qu'il devienne l'héritier de la classe ennemie à la sienne.

La classe qui hérite d'une société, hérite en même temps de ses caractéristiques. Cela revient à dire que si, par exemple, la classe ouvrière venait à écraser toutes les autres classes, elle deviendrait l'héritière de la société, c'est-à-dire qu'elle deviendrait la base matérielle et sociale de la société. L'héritier porte les caractéristiques de celui dont il hérite, même si ces caractéristiques n'apparaissent pas à première vue. Au fur et à mesure que le temps passerait, les caractéristiques des classes exclues resurgiraient à l'intérieur de la classe ouvrière. Or, à telles caractéristiques correspondent telles attitudes et tels points de vue appropriés. Ainsi la classe ouvrière deviendrait peu à peu une société à part ayant les mêmes contradictions que l'ancienne société.

Les niveaux matériel et moral des individus se différencient dans un premier temps, puis les groupes apparaissent et se transforment en même temps en classes exactement semblables aux

classes abolies, et la lutte pour gouverner la société reprend. Chaque ensemble d'individus, puis chaque groupe, puis chaque nouvelle classe, tenteront chacun de devenir un "appareil de gouvernement". La base matérielle de la société est instable parce qu'elle est aussi sociale.

Par ailleurs "l'appareil de gouvernement" provenant de la base matérielle unique de la société pourrait se stabiliser pendant un certain temps. Mais il est voué à la disparition dès que naissent, à partir de cette même base matérielle unique, des niveaux matériel et social nouveaux.

Toute société où se combattent des classes était, auparavant, une société à classe unique. Mais cette même classe a engendré d'autres classes, du fait de l'évolution inéluctable des choses.

La classe qui dépossède les autres afin de monopoliser "l'appareil de gouvernement" à son profit exclusif finira par constater que cette appropriation agit en son sein comme elle agit dans la société toute entière.

En définitive, les tentatives d'uniformisation de la base matérielle de la société, en vue de résoudre le problème du pouvoir ou de mettre fin à la lutte au profit d'un parti, d'une classe, d'une secte ou d'une tribu, ont échoué, de même que les tentatives de satisfaire les masses par l'élection de représentants, ou par l'organisation de référendums; continuer dans cette voie serait perdre son temps et se moquer du peuple.

Le référendum

Le référendum est une imposture envers la démocratie. Ceux qui disent "Oui" ou "Non" n'expriment pas réellement leur volonté; mais ils sont bâillonnés au nom de la conception de la démocratie classique et il ne leur est permis de prononcer qu'un seul mot: "oui" ou "non". C'est alors le système dictatorial le plus dur et le plus répressif. Celui qui dit: "non" doit pouvoir en donner la raison et expliquer pourquoi il n'a pas dit "oui"; et celui qui a dit "oui", doit pouvoir justifier ce choix et expliquer pourquoi il n'a pas dit "non". Chacun doit pouvoir dire ce qu'il veut, la raison de son accord ou de son refus.

Quelle est alors la voie que doivent suivre les sociétés humaines pour se délivrer définitivement des époques d'arbitraires et de dictature ?

Puisque dans la question de la démocratie le problème insoluble est celui de "l'appareil de gouvernement", problème qui s'exprime dans les luttes de partis, de classes ou d'individus, puisque l'invention des méthodes électorales et des référendums n'est qu'un camouflage de l'échec de ces expériences; la solution consiste donc à trouver un "appareil de gouvernement" qui ne soit pas l'un de des appareils en lutte pour le pouvoir et ne représentant qu'une seule faction de la société. Il s'agit donc de trouver un "appareil de gouvernement" qui ne soit pas un parti, une classe, une secte ou une tribu, un appareil qui soit le peuple tout entier, donc qui ne le représente pas et ne se substitue à lui. *"Pas de substitut au pouvoir du peuple, "la représentation est une imposture"*.

S'il était possible de trouver cet appareil le problème serait donc résolu. La démocratie populaire deviendrait réalité, et les sociétés humaines auraient mis fin à l'arbitraire et à la dictature, qui seraient remplacées par le pouvoir du peuple.

Le "Livre vert" présente la solution définitive au problème de "l'appareil de gouvernement", il indique aux peuples le moyen de passer de l'ère de la dictature à celle de la démocratie véritable.

Cette nouvelle théorie est fondée sur le pouvoir du peuple, sans substitut ni représentation. Elle réalise une démocratie directe d'une manière organisée et efficace. Elle diffère de la vieille tentative de démocratie directe qui n'a pas trouvé de réalisation pratique et qui a manqué de sérieux en raison de l'absence d'organisation populaire de base.

Les congrès populaires et les comités populaires.

Les congrès populaires sont l'unique moyen de la démocratie populaire.

Tout autre système est une forme non démocratique de gouvernement. Tous les régimes gouvernementaux qui prévalent actuellement dans le monde ne seront pas démocratiques tant qu'ils n'auront pas découvert ce moyen. Les congrès populaires sont l'aboutissement du mouvement des peuples vers la démocratie.

Les congrès populaires et les comités populaires ne sont pas des inventions de l'imagination, dans la mesure où ils sont le produit de la pensée humaine qui a assimilé les différentes expériences des peuples pour aboutir à la démocratie.

La démocratie directe, quand elle est mise pratique, est indiscutablement et incontestablement la méthode idéale de gouvernement. Comme une nation, quelque soit sa population, ne peut être rassemblée pour discuter, étudier et décider de sa politique, les sociétés sont détournées de la démocratie directe, qui est demeurée une idée utopique éloignée de la réalité. Elle a été remplacée par de nombreuses théories de gouvernement, telles que les assemblées parlementaires, les coalitions de partis, les référendums. Toutes ont conduit à isoler le peuple de l'activité politique, à usurper sa souveraineté, et à confisquer son pouvoir au profit d'"*appareils de gouvernement*" successifs et en conflit, qu'ils soient individu, classe, secte, tribu, Parlement ou parti.

Le "Livre vert" annonce au peuple la découverte du chemin de la démocratie directe grâce à un procédé novateur.

Puisque l'idée de l'exemplarité de la démocratie directe faisait l'unanimité mais qu'il était impossible de la mettre en pratique et puisque la troisième théorie universelle nous présente une expérience réaliste de la démocratie directe, le problème de la démocratie se trouve donc définitivement résolu dans le monde. Il ne reste plus aux masses qu'à lutter pour abattre toutes les formes dictatoriales de gouvernement qui dominent actuellement l'univers et qui sont fallacieusement baptisées démocraties; du Parlement à la secte, de la tribu à la classe, du système de parti unique au bipartisme ou au multipartisme !

La démocratie n'a qu'une seule forme et une seule théorie. Les différences et les divergences entre les systèmes dits démocratiques sont la preuve qu'ils ne sont pas démocratiques. Le pouvoir du peuple n'a qu'un seul visage et on peut réaliser le pouvoir populaire que d'une seule manière: par les congrès populaires et les comités populaires: "*Pas de démocratie sans congrès populaires*" et *des comités populaires partout*.

Premièrement, le peuple se divise en congrès populaires de base. Chaque congrès choisit son secrétariat. L'ensemble de ces secrétariats forment à leur tour des congrès populaires, congrès différents de ceux de la base.

Puis l'ensemble des congrès populaires de base choisit des comités administratifs populaires pour remplacer l'administration gouvernementale. Dès lors, tous les services publics se trouvent dirigés par des comités populaires responsables devant les congrès populaires de base, lesquels leur fixent la politique à suivre et en contrôlent l'exécution.

Ainsi l'administration et son contrôle seront populaires et il sera mis fin à la définition désuète de la démocratie selon laquelle: "La démocratie, c'est le contrôle du gouvernement par le peuple." La définition juste qui la remplacera est: "*La démocratie, c'est le contrôle du peuple par le peuple.*"

Tous les citoyens membres de ces congrès populaires appartiennent, par leurs fonctions ou leurs professions, à des groupes ou des catégories différentes: ouvriers, paysans, étudiants, commerçants, artisans, fonctionnaires, etc. En plus de leur appartenance en tant que citoyens, aux congrès populaires de base ou aux comités populaires, ils doivent constituer des congrès populaires professionnels qui leur sont propres.

Les problèmes évoqués par les congrès populaires de base, les comités populaires, les syndicats et les associations professionnelles, prendront leur forme définitive au Congrès Général du Peuple où se retrouveront les groupes exécutifs des congrès populaires, des comités populaires, des unions syndicales ou professionnelles.

Ce qui est débattu par le Congrès Général du Peuple, qui se réunit une fois par an, sera soumis à son tour aux congrès populaires et aux comités populaires, aux syndicats et aux associations. Les comités populaires, responsables devant les congrès populaires de base, commenceront alors de mettre à exécution le programme ainsi élaboré contrairement aux assemblées parlementaires.

Le Congrès Général du Peuple n'est pas un rassemblement de membres d'un parti ou de personnes physiques mais la rencontre des congrès populaires de base, des comités populaires, des syndicats et de toutes les associations professionnelles.

Ainsi la question de "*l'appareil de gouvernement*" sera résolue et même temps il sera mis fin aux appareils dictatoriaux. Le peuple deviendra "*l'appareil de gouvernement*" et le problème de la démocratie dans le monde sera définitivement résolu.

La Loi de la société.

Le problème de la Loi - problème parallèle à celui de "*l'appareil de gouvernement*" - n'a pas encore trouvé sa solution dans les temps modernes, bien qu'il l'ait trouvé à certains moments de l'Histoire.

Qu'un comité ou un Parlement légifère pour la société, cela est injuste et antidémocratique. Que la loi de la société soit amendée ou abrogée par un individu, une commission ou un Parlement, cela aussi est injuste et antidémocratique. Quelles est donc la Loi de la société ? Qui l'élabore ? Quelle est son importance par rapport à la démocratie ?

La Loi véritable d'une société est la coutume (tradition) ou la religion; toute autre tentative en dehors de ces deux sources est inutile et illogique.

La Constitution n'est pas la Loi de la société. La Constitution est une loi fondamentale édictée par l'homme. Elle a besoin d'une source pour se justifier. Le problème de la liberté dans les temps modernes réside en ce que les constitutions sont devenues les Lois de la société, et que les constitutions ne s'appuient que sur les conceptions des appareils dictatoriaux dominants dans le monde, qu'ils reposent sur un individu ou un parti.

La preuve est la différence d'une constitution à tout autre. Cette différence découle de la disparité de conceptions des "*appareils de gouvernement*". Là se trouve la vulnérabilité de la liberté dans le monde contemporain.

Le moyen par lequel les "appareils de gouvernement" cherchent à dominer les peuples, est consigné dans la constitution. Le peuple est contraint de se soumettre par la force à des lois dérivées de la constitution, qui est elle-même issue de l'humeur et des conceptions de "l'appareil de gouvernement".

La loi des appareils dictatoriaux a remplacé la Loi naturelle.

La loi humaine a remplacé la Loi naturelle et tout critère objectif a disparu.

L'homme est le même en tous lieux. Sa morphologie et ses instincts sont partout les mêmes. C'est pourquoi la loi naturelle est devenue la loi logique de l'Homme. Puis virent les constitutions, simples lois humaines, qui voient l'homme différemment. Leur conception n'a d'autre justification que la volonté des "appareils de gouvernement", qu'il s'agisse d'un individu, d'un parlement, d'une classe ou d'un parti, de dominer le peuple.

Ainsi nous voyons les constitutions changer quand changent les "appareils de gouvernement". Cela démontre que la constitution n'est pas une loi naturelle, mais plutôt le produit de l'humeur des "appareils de gouvernement", et qu'elle est établie pour servir leurs intérêts.

Voilà le danger qui guette la liberté partout où la Loi véritable de la société est absente et est remplacé par des lois humaines édictées par un appareil de gouvernement en vue de diriger les masses. Pourtant, initialement, la manière de gouverner devrait s'adapter à la Loi de la société, et non l'inverse.

La Loi de la société ne peut donc faire l'objet d'une rédaction ou d'une codification. L'importance de la loi réside dans le fait qu'elle est le critère pour distinguer le juste de l'injuste, le vrai du faux, ainsi que les droits des individus et leurs devoirs. La liberté est menacée tant que la société n'a pas une loi sacrée, basée sur des règles stables et non soumises à la transformation ou au remplacement d'un quelconque "appareil de gouvernement". Au contraire, c'est l'appareil qui est tenu de suivre la Loi de la société. Mais actuellement les peuples, de par le monde, sont gouvernés par des lois humaines susceptibles d'être révisées et abrogées au gré des luttes des appareils pour parvenir au pouvoir.

Le référendum constitutionnel n'est pas, en soi, suffisant, car le référendum est une imposture envers la démocratie qui ne laisse la place qu'au *oui* ou au *non*. Les peuples sont obligés de se soumettre au résultat du référendum en vertu des lois humaines. Le référendum constitutionnel ne signifie pas que la constitution est la Loi de la société; il signifie qu'elle est une simple constitution, un simple objet soumis à référendum et rien d'autre. La loi de la société est un patrimoine humain éternel. Elle n'est pas la propriété des vivants seulement. C'est pourquoi rédiger une constitution et la soumettre à référendum des seuls votants est une mascarade.

Les codes rédigés par l'homme et issus des constitutions regorgent de sanctions matérielles alors que la loi coutumière en est à peu près dépourvue. La loi coutumière ne prévoit pas de sanctions matérielles mais des sanctions morales, seules dignes de l'homme. La religion englobe et absorbe la coutume. La plupart des sanctions religieuses matérielles sont renvoyées au jour du Jugement dernier. La plupart de ses commandements sont des enseignements, des indications et des réponses à des questions. Cette loi mérite le respect de l'homme.

La religion ne prescrit de sanctions immédiates que dans les cas où celle-ci se révèlent absolument nécessaires pour protéger la société.

La religion absorbe la coutume, qui est l'expression de la vie naturelle des peuples. Dès lors la religion est une confirmation de la loi naturelle. Les lois non coutumières et non religieuses sont des créations de l'homme contre l'homme. Elles sont par conséquent injustes parce que dépourvues de cette source naturelle que sont la coutume (tradition) et la religion.

Qui contrôle la marche de la société ?

La question est de savoir qui contrôle la société pour prévenir une éventuelle déviation par rapport à la Loi. Démocratiquement, aucun groupe ne peut, au nom de la société, prétendre disposer seul du droit de contrôle, "*La société est son propre censeur*".

Prétendre, pour un individu ou un groupe d'individus, être responsable de la loi, est dictatorial. La démocratie signifie la responsabilité de toute la société et le contrôle revient donc à la société toute entière. C'est cela la démocratie et elle s'exerce par le biais de l'appareil démocratique qui résulte de l'organisation de la société elle-même en congrès populaires de base et de la règle populaire dégagée par les comités et par le Congrès Général du Peuple (congrès national) où se retrouvent les congrès populaires de base, les comités populaires administratifs, les syndicats, les unions et l'ensemble des autres organisations professionnelles. Selon cette théorie le peuple est "l'appareil de gouvernement" et le peuple est son propre censeur.

Ainsi se réalise l'autocontrôle de la société sur la Loi.

La presse.

Une personne physique a le droit de s'exprimer même d'une manière incohérente. Une personne morale aussi est libre d'exprimer sa personnalité morale. Mais la première ne représente qu'elle-même, et la seconde, que le groupe de personnes physiques qui constituent sa personnalité morale.

La société se compose de plusieurs personnes physiques et de plusieurs personnes morales; ainsi lorsqu'une personne physique s'exprime de façon irrationnelle, cela ne signifie pas que les autres membres de la société fassent de même. L'opinion d'une personne physique n'engage qu'elle-même. L'opinion d'une personne morale n'exprime que les intérêts ou le point de vue des individus constituant cette personne morale.

Une entreprise de production et de vente de tabac ne représente que les intérêts de ceux qui constituent cette entreprise, c'est-à-dire de ceux qui profitent de la production ou de la vente du tabac, même si cela est nuisible à la santé des autres.

La presse est un moyen d'expression de la société, et non le moyen d'expression d'une personne physique ou morale. Logiquement et démocratiquement, elle ne peut donc être la propriété ni de l'une, ni de l'autre. Dans le cas d'un particulier propriétaire d'un journal, c'est *son* journal et y exprime *son* point de vue uniquement. Prétendre que c'est le journal de l'opinion publique est faux et sans aucun fondement, parce qu'il n'exprime, en réalité, que le point de vue d'une personne physique. Il n'est pas démocratiquement admissible qu'une personne physique possède un moyen de diffusion ou d'information. Mais il est de son droit naturel de s'exprimer par n'importe quel moyen, même si celui-ci est irraisonné. Par exemple, le journal publié par l'artisanat est seulement le moyen d'expression de cette catégorie sociale particulière. Il exprime son seul point de vue et non le point de vue de l'opinion publique. Il en va de même pour les autres personnes morales ou physiques de la société.

La presse démocratique est celle que publie un comité populaire composé de toutes les catégories sociales, c'est-à-dire d'associations d'ouvriers, de travailleurs, de fonctionnaires, d'artisans, etc. Dans ce cas et dans ce cas seulement, la presse ou tout autre moyen d'information est l'expression de la société tout entière et reflète sa conception générale; elle sera alors une presse démocratique.

Si le corps médical professionnel publie une revue, celle-ci ne doit être qu'une revue médicale afin qu'elle soit réellement l'expression de ceux qui la publient. Si l'ordre des avocats publie un journal, il ne peut être que juridique afin d'exprimer réellement le point de vue de ceux qui le publient. Il en va de même pour tous les autres groupes sociaux.

Une personne physique a le droit d'exprimer son propre point de vue, mais démocratiquement elle ne peut pas s'exprimer au nom des autres. Ainsi, peut être résolu, définitivement, et démocratiquement, ce que l'on appelle dans le monde "le problème de la liberté de la presse". Cette question, qui n'a pas fini d'être débattue, est née du problème général de la démocratie. Elle ne pourra être réglée tant que la crise de la démocratie subsistera.

Il n'y a qu'une seule voie pour résoudre ce problème embrouillé de la démocratie, c'est la voie de la troisième théorie universelle.

Selon cette théorie, le régime démocratique est une construction cohérente qui repose sur les Congrès populaires de base, les Comités populaires et les Unions professionnelles, lesquels se retrouvent tous ensemble dans le Congrès Général du Peuple.

Il n'existe absolument aucune autre conception d'une réelle société démocratique en dehors de celle-ci.

Enfin, après l'époque des républiques, l'ère des masses s'approche rapidement de nous, enflammant les sentiments et éblouissant les yeux. Mais, autant cette ère nouvelle est annonciatrice de liberté véritable et d'affranchissement des chaînes des "appareils de gouvernement", autant elle peut s'accompagner d'une ère d'anarchie et de démagogie. A moins encore que la démocratie nouvelle ne rechute, et que revienne alors le pouvoir d'un individu, d'une classe, d'une secte, d'une tribu ou d'un parti. Tel est la démocratie véritable d'un point de vue théorique, mais dans la pratique, ce sont toujours les plus forts qui gouvernent.